

Interview. Jean-Christophe Gay, auteur d'un livre sur le tourisme en outre-mer

« Les transferts de l'Etat nuisent au tourisme »

A l'heure du plus faible bilan touristique jamais enregistré en Calédonie depuis quinze ans (*), le géographe Jean-Christophe Gay publie un livre intitulé *Les cocotiers de la France*, dans lequel il analyse la « chute libre » du tourisme ultramarin. Selon cet enseignant-chercheur basé à l'IRD, l'essor du secteur est inhibé par la masse des transferts publics de l'Etat et le système économique qu'ils induisent.

Les Nouvelles calédoniennes : La publication de votre livre intervient dans un contexte de morosité du tourisme outre-mer. Est-ce un hasard ?

Jean-Christophe Gay ()** : Non, au contraire, ce livre cherche à secouer le cocotier. Dans un contexte de forte augmentation des flux internationaux, la France d'outre-mer a perdu des parts de marché. Entre 1996 et 2007, le nombre de touristes internationaux est passé de 600 à 900 millions. En Calédonie, il a stagné, tout comme aux Antilles, à La Réunion ou en Polynésie. Face à une concurrence accrue des destinations tropicales, l'outre-mer français ne tient plus la route. Son tourisme est de moins en moins internationalisé et fonctionne de plus en plus sur la clientèle métropolitaine, ce qui explique le titre un peu provocateur de mon ouvrage.

« Tant qu'elle a le nickel et les transferts publics, la Calédonie n'est pas incitée à développer le tourisme. »

D'où vient, selon vous, ce décrochage des destinations ultramarines ?

L'outre-mer français est victime de ce que les économistes appellent le « syndrome néerlandais ». Il jouit d'une rentrée massive d'argent avec les transferts publics de l'Etat, mais cette rente, qui implique des salaires et des prix élevés, pénalise ensuite les activités exportatrices, à commencer par le tourisme. En outre-mer, les emplois dans la fonction publique sont très recherchés. Il est très difficile de trouver de la main-d'œuvre pour le tourisme, qui propose des emplois de service difficiles et moins bien payés. Ceci entraîne une très faible compétitivité de l'hôtellerie outre-mer. Ce n'est pas un hasard si les grands groupes internationaux y sont presque totalement absents. Ils savent que c'est risqué économiquement. Leurs marges sont pincées par des coûts d'exploitation élevés et par la réalité d'un flux touristique faible.

Le problème serait donc structurel et inhérent à la relation de l'Etat envers l'outre-mer. La Calédonie n'a-t-elle pas une spécificité avec l'existence de l'industrie du nickel ?

La Calédonie jouit d'une deuxième rente avec le nickel, dont les salaires élevés jouent par effet de contagion sur les autres secteurs. Sans cette double rente, il devrait y avoir aujourd'hui des centaines de milliers de touristes en Nouvelle-Calédonie. D'ici quelques années, les touristes chinois vont se

répandre dans les îles du Pacifique. Ils sont déjà plus d'un demi-million en Australie et en Nouvelle-Zélande. Mais la Calédonie, comme le reste de l'outre-mer, est aujourd'hui une bulle surrémunérée. Voilà près de vingt ans que les rapports sur le tourisme se succèdent dans tout l'outre-mer, parlant de « crise » et « d'état d'urgence ». Mais rien ne changera tant que les crédits de l'Etat seront votés et que le système macroéconomique de l'outre-mer ne sera pas modifié, ce qui est extrêmement complexe.

Entendez-vous par ricochet que le tourisme ne peut se développer que dans un pays plus « pauvre », comme le Vanuatu ou Fidji ?

Le tourisme est le seul atout du Vanuatu. La Calédonie, tant qu'elle a le nickel et les transferts publics, n'est pas incitée à développer le tourisme, qui est souvent considéré comme le dernier recours des économies à l'échelle mondiale. Mais on peut noter l'exemple d'Hawaï, qui a une économie prospère notamment grâce au tourisme, avec 7 millions de visiteurs chaque année. Avec le

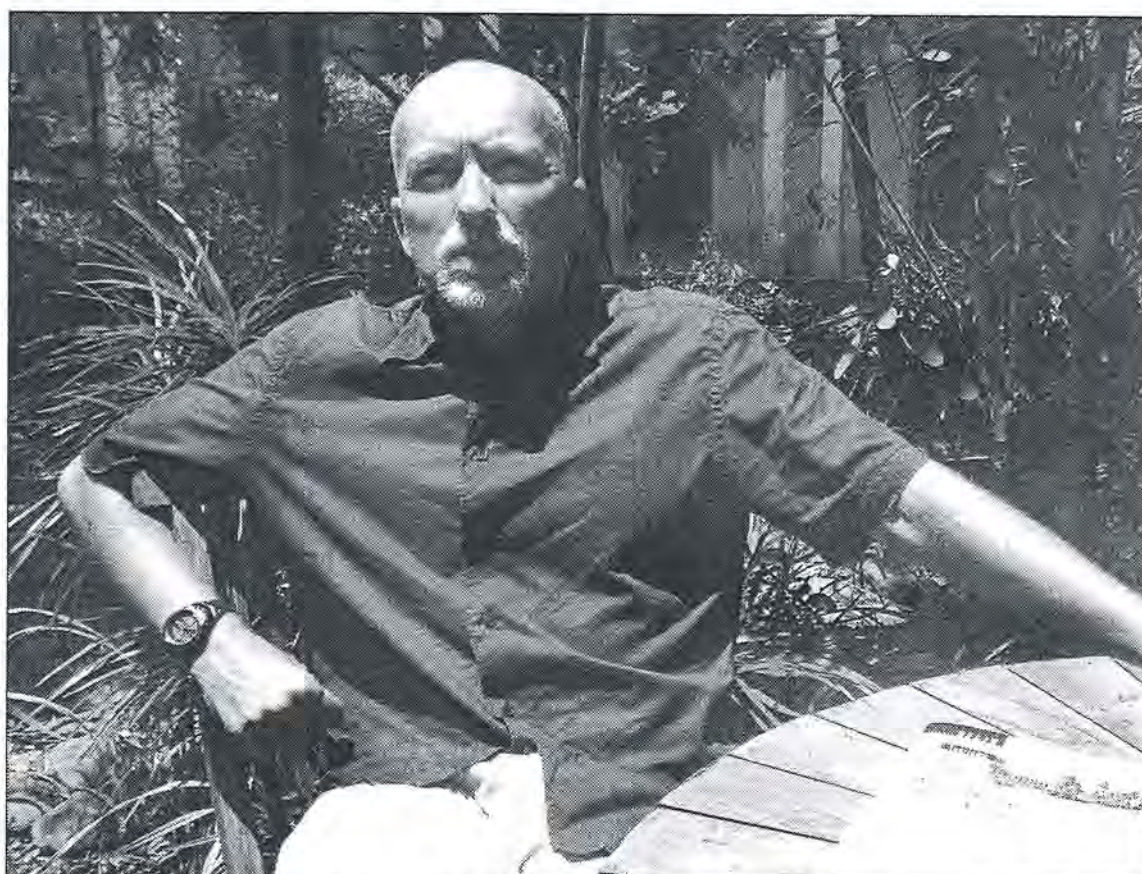
seul nickel, l'économie calédonienne est très vulnérable. Avoir un deuxième pilier avec le tourisme réduirait sa dépendance vis-à-vis des transferts de l'Etat et du cours du nickel. La Calédonie peut aujourd'hui se passer du développement du tourisme, mais alors il ne faut pas jouer l'hypocrisie dans les discours.

Comment sortir de ce cercle vicieux ?

La chance de la Nouvelle-Calédonie par rapport aux Dom, c'est son autonomie politique et le processus de l'accord de Nouméa. Si elle le souhaite, la Calédonie peut jouer sur des mécanismes économiques pour développer le tourisme. Les Dom n'ont pas cette perspective, car ils sont dans le statu quo statutaire. La situation actuelle résulte de l'absence de politique réfléchie de l'Etat en outre-mer.

N'y a-t-il pas ici un autre frein, plus sociétal, avec la peur d'un tourisme de masse qui bousculerait la société traditionnelle kanak ?

Dans la situation politique actuelle, le statu quo semble convenir au plus grand nombre. La clientèle locale suffit à maintenir un peu d'activité touristique en Brousse, où la question du tourisme est sensible, en lien avec l'évolution de la société kanak. Comme toute activité qui rapporte de l'argent, le tourisme transforme les lieux et les sociétés locales. Après, il faut savoir ce que l'on veut. Aujourd'hui, la Calédonie voudrait l'argent du



Jean-Christophe Gay est professeur des universités à Nice-Sophia Antipolis et président de la commission nationale de géographie du tourisme et des loisirs. Il est actuellement détaché à l'IRD de Nouméa pour coordonner l'Atlas de la Nouvelle-Calédonie.

tourisme, mais sans les touristes. Le tourisme est forcément de masse si on le veut comme un pilier économique. Actuellement, il représente à peine 5 % du PIB de l'outre-mer (4 % en Calédonie), ce qui est très peu. A elle seule, Waïkiki, la station touristique d'Honolulu, pèse 8 % du PIB d'Hawaï.

« Voilà près de vingt ans que les rapports sur le tourisme se succèdent dans tout l'outre-mer. »

Le tourisme ultramarin dépend énormément de la clientèle métropolitaine. Est-ce un mauvais signe ?

C'est une chance aujourd'hui d'avoir les clients métropolitains car ce sont eux qui restent le plus longtemps et qui dépensent le plus sur place. Il ne faut pas les considérer comme des sous-touristes. Mais dans l'absolu, la part de cette clientèle est aberrante. Pour la Calédonie, il serait plus logique d'avoir une clientèle qui vienne d'Asie, d'Australie et de Nouvelle-Zélande. Il y a treize fois plus de visiteurs australiens et Fidji qu'en Calédonie. La destination calédonienne est invisible en Australie.

Dans votre livre, vous pointez aussi l'échec de la défiscalisation...

La défiscalisation est le principal outil de l'Etat pour améliorer la compétitivité du tourisme ultramarin. Mais partout, elle a été détournée pour faire d'abord de l'immobilier sous couvert d'hôtellerie. C'est ce dévoiement qui explique la concentration des hôtels à Nouméa, au profit des appartements.

Par où faudrait-il commencer le chantier du tourisme calédonien ?

On croit qu'il suffit d'avoir de belles plages et de beaux paysages pour faire venir les touristes. C'est faux, les touristes peuvent en trouver partout. La mise en tourisme prend du temps et repose sur d'autres éléments : l'offre en activités, les possibilités de shopping, l'hôtellerie de qualité, le niveau du service en relation avec la formation de la main-d'œuvre... Le vrai problème, c'est que le tourisme n'est pas considéré comme une filière ici.

Rien de nouveau sous le soleil... Depuis le premier gros rapport sur le tourisme en Calédonie en 1993, rien n'a changé, les problèmes sont restés les mêmes : les tarifs aériens peu attractifs, la concentration trop importante de l'hôtellerie à Nouméa, la vie chère, l'absence de produits touristiques diversifiés aujourd'hui cantonnés à quelques excursions artisanales... La promotion manque aussi

clairement de moyens. Mais pour être efficace, il faut agir sur tous les maillons à la fois. Dans le Plan de développement touristique concerté de Nouvelle-Calédonie de 2005, il était prévu une première phase dite de rattrapage sur une période de deux à trois ans. C'est très court. Cette phase a été oubliée et on voudrait tout de suite passer à la seconde, qui est de développer l'hôtellerie en Brousse. Cela ne suffira pas.

Certains professionnels demandent « l'ouverture du ciel calédonien ». Qu'en pensez-vous ?

L'aérien est souvent considéré comme un bouc émissaire. Mais aucune nouvelle compagnie ne viendra si le reste ne change pas. Le gros problème outre-mer, c'est que l'aérien est totalement déconnecté du tourisme. On le voit par exemple avec l'ouverture de la ligne vers Séoul, qui ne semble pas avoir été suffisamment réfléchi dans une logique touristique (à peine 2 200 visiteurs coréens en 2009, NDLR), à l'instar de ce qui s'est passé pour Air Tahiti Nui avec le fiasco de la liaison New-York-Tahiti.

Propos recueillis par Sylvain Amiotte

(*) 99 379 visiteurs en 2009.

(**) *Les cocotiers de la France*. Tourisimes en outre-mer, éditions Belin Sup.